

ALGEREASS

2^{ème} Semestre 2021

Bulletin de la Compagnie Centrale de Réassurance (CCR)

www.ccr.dz

Editorial

Dans ce deuxième numéro du bulletin ALGEREASS de l'année 2021 et à l'instar des années précédentes, la CCR met la lumière sur les préoccupations grandissantes de l'industrie des assurances tous secteurs confondus. Les thèmes proposés représentent des sujets d'actualités et ont pour but notamment de dégager des produits nouveaux à mettre en place sur le marché algérien ou de proposer des solutions aux risques émergents.

Ainsi, et malgré la crise sanitaire la question du changement climatique est une préoccupation essentielle. En effet, à l'échelle de la planète, on comprend de mieux en mieux les impacts potentiels du changement climatique sur le système financier et en particulier le secteur des assurances. La prévention et la gestion des risques climatiques est au centre des mesures politiques en matière de finance durable, aux échelons national et international. L'assurance peut jouer un rôle important dans la limitation des effets du changement climatique sur la spéculation et les activités. Mais beaucoup d'efforts restent à faire dans le sens de l'accessibilité à l'assurance des catégories sociales vulnérables mais aussi dans l'assurabilité des risques.

Sur un autre volet, voilà que depuis deux ans, le monde fait face à une pandémie qui a mis à l'épreuve toutes les activités de l'assurance, en particulier le secteur de l'aviation. En effet, le transport aérien s'est vu fortement pénalisé par cette pandémie, avec des aéroports

fermés, des appareils cloués au sol et un transit aérien quasi nul. Cependant, en 2021 l'activité semble reprendre progressivement son élan. La crise a fait que les assureurs ont pris conscience de l'émergence de nouveaux risques, et donc de nouvelles activités et une restructuration du secteur de l'aviation s'est imposée prenant en considération les paramètres qui l'ont bousculé deux années auparavant.

En plus de deux articles introductifs sur l'assurance des risques climatiques et les implications du Covid 19 sur l'assurance aviation, ce numéro d'ALGEREASS inclut également une brève présentation du Pool algérien des Risques spéciaux dont les statistiques montrent une bonne progression de son activité depuis son lancement par la CCR en 2018.

Bonne Lecture.

SOMMAIRE

PAGE 1 :
 EDITORIAL

PAGE 2 :
 Le changement climatique et l'assurance

PAGE 6 :
 Répercussions de la Covid-19 sur l'assurance Aviation

PAGE 10 :
 Les Risques Spéciaux

PAGE 11 :
 Activité du POOL Risques spéciaux 2018-2020



Au cours de la dernière décennie, alors que les efforts politiques multilatéraux n'ont pas réussi à plafonner les émissions de carbone à des niveaux qui pourraient empêcher un changement climatique massif, les experts, les responsables et les militants du monde entier se sont tournés vers le problème de l'adaptation aux transformations et aux bouleversements qui semblent inévitables. En effet, le changement climatique en cours façonne déjà la vie économique et sociale de multiples manières et à de multiples échelles.

Bien que des événements individuels ne puissent pas être facilement attribués au changement climatique, les évaluations scientifiques sont de plus en plus confiantes et spécifiques pour anticiper comment le changement climatique se jouera dans des endroits particuliers. Mais il n'y a rien de déterminant quant aux effets de ces changements sur les économies mondiales ou les modes de vie locaux. Ces effets sont plutôt canalisés par les mécanismes institutionnels et la prise de décision politique.

Le débat sur le changement climatique et l'assurance n'est pas nouveau. La première évaluation du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (IPCC «International Panel on Climate Change»), publiée en 1990, notait que l'assurance pouvait remplir une double fonction, à la fois en fournissant des signaux sur les risques (qui pourraient affecter les décisions des entreprises ou des propriétaires de s'installer dans une plaine inondable, par exemple) et en offrant un «moyen efficace de réduire l'impact économique des pertes ».

Cinq ans plus tard, le rapport de l'IPCC de 1995 sur les impacts sociaux et économiques des changements climatiques détaillait les différentes manières dont les mécanismes d'assurance privés et publics pourraient interagir avec le changement climatique. Celles-ci comprenaient l'incorporation de risques changeants dans les primes d'assurance, la limitation de l'exposition financière des entités privées et publiques aux risques de catastrophe, l'élargissement des pools de risques grâce à la coopération

entre le gouvernement et les acteurs du secteur des services financiers et la promotion de l'atténuation des risques au-delà de l'assurance, afin de limiter l'exposition des assureurs publics et privés.

Cette image a radicalement changé au cours des dernières années. Les initiatives liées à l'assurance et au changement climatique se sont rapidement multipliées, souvent grâce à des collaborations entre les gouvernements nationaux, les organisations multilatérales, les organisations à but non lucratif, les fondations, et les assureurs privés. Les participants à ces initiatives vont des Nations Unies et de la Banque mondiale, qui soutiennent une gamme de programmes nationaux et régionaux d'assurance contre les catastrophes, un mécanisme mondial d'assurance indicelle et une multitude de programmes de micro-assurance, à la fois en tant que sources d'évaluation des risques faisant autorité et en tant que fournisseurs de nouveaux accords de transfert de risques. Dans ces nouvelles initiatives, l'accent s'est déplacé, au moins au niveau de la rhétorique, de la santé de l'industrie de l'assurance au rôle de l'assurance dans la gestion des risques associés au changement climatique.

Mais comment l'assurance contre les risques climatiques fonctionne-t-elle?

L'assurance contre les risques climatiques améliore la protection des personnes contre les pertes et dommages liés au climat, renforçant ainsi leur résilience financière contre les impacts négatifs du changement climatique. Le versement des paiements d'assurance peut servir d'aide rapide en cas d'urgence et prévenir l'appauvrissement, la faim et l'endettement. Aussi, le dialogue entre les gouvernements, les compagnies d'assurance et les experts peut aider à améliorer la gestion des catastrophes.

Le changement climatique a une influence sur la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes. Presque partout dans le monde, une augmentation des

chaleurs extrêmes peut être observée. Les ouragans causent plus de dégâts en raison de l'augmentation des précipitations et des inondations. Les économies en développement et émergentes sont particulièrement exposées, car les changements climatiques menacent les gains de développement déjà réalisés. L'assurance contre les risques climatiques permet aux gens de mieux faire face aux conséquences des événements météorologiques extrêmes.

Les conséquences négatives du changement climatique frappent particulièrement durement ceux qui sont moins en mesure de se remettre des catastrophes économiquement et financièrement. Les moyens de subsistance et les opportunités de ces groupes vulnérables sont menacés, par exemple lorsque les maisons sont détruites, que les récoltes échouent ou que le bétail meurt. Cela peut entraîner des maladies, la malnutrition et des migrations et déplacements liés au climat. Alors que les régions concernées tentent de faire face aux conséquences de tels développements, elles peuvent accumuler davantage de dettes et leur développement économique peut subir de graves revers.

Un développement durable qui renforce la résilience des pays et des populations vulnérables face au changement climatique ne peut être atteint que grâce à une gestion intégrée des risques climatiques. Cela comprend des efforts pour remédier aux dommages financiers causés par des événements météorologiques extrêmes. L'assurance contre les risques climatiques peut aider les personnes vulnérables dans les cas où d'autres options d'adaptation au changement climatique ont été épuisées. Elle couvre les dommages qui ne peuvent être évités par la prévention et la réduction des risques.

Il existe des preuves empiriques que l'économie se redresse beaucoup plus rapidement dans les pays dotés de systèmes d'assurance fonctionnels que dans ceux qui n'en ont pas. Cependant, il s'agit encore d'une approche

nouvelle dans les pays en développement et les économies émergentes.

Les régimes d'assurance contre les risques climatiques offrent un filet de sécurité financière contre les impacts négatifs des événements météorologiques extrêmes. Il existe une assurance directe et une assurance indirecte.

Mais pourquoi cette assurance est elle si importante? Et que faut-il savoir sur cette assurance ?

Aide d'urgence rapide et rétablissement rapide : Après une catastrophe, un temps précieux passe, alors que la communauté internationale et les organisations humanitaires doivent souvent travailler dur pour collecter des fonds. Il n'est pas rare que des semaines, voire des mois, s'écoulent avant que les survivants ne reçoivent de l'aide. De plus en plus de gouvernements et d'organisations humanitaires se rendent compte que l'assurance contre les risques climatiques facilite une action rapide et efficace. Une telle assurance protège les vies humaines, les moyens de subsistance, mais aussi le budget national, des impacts du changement climatique.

Cela permet, aussi, en cas d'urgence de verser de l'argent aux survivants peu de temps après, voire avant, qu'ils aient subi un sinistre. Cela sauve la vie et les biens des gens et protège les gains de développement qui avaient déjà été réalisés. En d'autres termes, les régimes d'assurance contribuent à réduire la pauvreté, à garantir la viabilité de la dette, à atteindre un développement durable et à réduire également les facteurs économiques de la migration.

Droit à l'indemnisation des pertes : L'assurance contre les risques climatiques donne aux assurés la certitude que, si les événements prédéfinis se produisent, ils recevront réellement une assistance après une catastrophe, leur permettant de devenir moins dépendants de l'assistance et de contribuer eux-mêmes à la sécurisation de leurs moyens de subsistance. Dans le cas de l'assurance indiciaire contre la sécheresse, par exemple, le versement des prestations

dépend du niveau de précipitations restant en dessous d'une limite spécifiée.

Ce n'est pas une solution universelle : Les solutions visant à protéger les personnes pauvres et vulnérables contre les phénomènes météorologiques extrêmes doivent toujours être adaptées aux besoins et aux conditions locales, à la fois en termes de types de risques climatiques auxquels une région ou une communauté peut être confrontée, ainsi qu'en fonction des besoins et des capacités économiques des clients potentiels.

Il en va de même pour l'assurance contre les risques climatiques : des évaluations localisées sont impératives afin de comprendre les besoins des communautés vulnérables et d'identifier comment elles peuvent être mieux préparées en cas de choc comme une catastrophe naturelle. L'assurance contre les risques climatiques n'est pas une solution isolée : elle doit également toujours être étroitement liée à des stratégies de gestion préventive des risques, garantissant que les pertes et dommages causés par une catastrophe naturelle sont réduits au minimum.

Des mesures innovantes et un soutien intelligent peuvent rendre l'assurance abordable pour les populations vulnérables :

L'octroi de primes basées sur le risque reste un défi majeur pour les populations vulnérables. Les mesures visant à rendre les produits plus abordables sont primordiales pour le succès des régimes d'assurance. Pour rendre l'assurance abordable, le produit peut être partiellement – ou entièrement – subventionné par les gouvernements ou d'autres donateurs. Les pools de risques régionaux peuvent également protéger les plus pauvres et les plus vulnérables en cas de catastrophe. Les plans de paiement doivent être adaptés pour répondre à la situation personnelle et économique du client.

Ceux qui ont encore du mal à payer une prime pourraient payer pour une couverture contre le risque climatique par le biais d'un programme d'assurance pour les actifs. Ici, ils

recevront une prime en échange de leur participation à des activités de réduction des risques de catastrophe, telles que la construction de défenses contre les inondations dans leurs propres communautés.

Les paiements sont opportuns et fiables : En moyenne, l'aide internationale ne couvrira qu'environ 9 % du coût total d'une catastrophe. Dans de nombreux cas, les ménages individuels doivent payer eux-mêmes les coûts des pertes et dommages, ou attendre des mois l'aide du gouvernement ou l'aide des donateurs.

En s'appuyant sur des acteurs naturels, tels que des associations locales, des coopératives, des mutuelles ou des groupes d'épargne et de crédit, les assurances ont accès à des mécanismes de prestation établis, garantissant que les paiements sont opportuns, bien ciblés et couvriront davantage les dommages que les paiements traditionnels des donateurs.

Des paiements plus rapides réduisent la nécessité pour les ménages de contracter un emprunt, de migrer pour travailler ou de retirer un enfant de l'école pour se remettre sur pied.

Une bonne assurance contre les risques climatiques est transparente et inclusive : Une assurance contre les risques climatiques réussie repose sur l'implication inclusive et responsable des bénéficiaires et des autres parties prenantes locales : Une assurance transparente qui implique les communautés dans la conception et la mise en oeuvre est une assurance qui génère la confiance.

La transparence sur la façon dont l'argent est versé, la collaboration avec des organisations profondément enracinées dans les communautés, tout en garantissant la participation et l'inclusion des femmes, maximise les niveaux d'implication significative.

C'est durable : La durabilité économique, sociale et écologique est cruciale pour assurer le succès de l'assurance contre les risques climatiques. Correctement conçus, les programmes peuvent inciter à la réduction des risques en

récompensant les clients pour avoir pris des mesures positives. Des primes plus élevées peuvent décourager les personnes de vivre dans des zones à risque accru d'inondations ou de glissements de terrain, ou les inciter à prendre des mesures préventives, réduisant ainsi leur niveau de vulnérabilité à long terme.

L'assurance contre les risques climatiques libère le potentiel : Pour limiter leur exposition aux catastrophes, les ménages les plus vulnérables essaieront souvent d'éviter de prendre des risques. Ils pourraient diversifier leurs cultures, par exemple, en réduisant leurs niveaux de sensibilité mais aussi leur potentiel de gains.

Les statistiques montrent qu'avec la tranquillité d'esprit que procure l'assurance, les ménages et les individus sont plus susceptibles de prendre des « risques positifs ». Les agriculteurs pourraient être disposés à investir dans l'augmentation de leurs réserves de céréales ou la taille de leurs troupeaux, et les ménages pourraient être plus confiants d'envoyer leurs enfants à l'école au lieu de les garder à la maison pour travailler, réduisant ainsi efficacement le travail des enfants et leur donnant une chance de remplir leur potentiel.

En conclusion, l'assurance contre les risques climatiques peut aider à protéger les particuliers, les petites entreprises ou des pays entiers contre les dommages permanents causés par l'impact d'événements météorologiques extrêmes. À court terme, il peut réduire les effets des catastrophes naturelles et, à plus long terme, peut contribuer à la réduction préventive des risques de catastrophe.

Mais l'assurance contre les risques climatiques n'a pas que des avantages économiques. C'est aussi un outil politique qui permet aux pays touchés par le changement climatique de devenir plus indépendants ; plutôt que d'attendre des mois, voire plus, l'arrivée de l'aide internationale, ils sont capables de gérer eux-mêmes les risques de catastrophe.

Département communication CCR



Répercussions de la Covid-19 sur l'assurance Aviation

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré le déclenchement de la pandémie de Covid-19. Depuis lors, presque tous les États du monde ont déclaré l'état d'urgence sur leur territoire et, par conséquent, ont pris des mesures économiques et sociales afin d'éviter, ou du moins d'atténuer, la propagation du virus.

Sur le plan de l'industrie de l'assurance, les pertes engendrées par la COVID19 en 2020 au niveau mondial, ont été estimées par les Lloyd's à plus de 107 Milliard USD, plus que le total des sinistres cumulés causés par les catastrophes naturelles en 2020.

Dans ce contexte, l'industrie aéronautique a directement subi l'impact négatif de ces mesures, notamment en raison de la fermeture totale ou partielle de l'espace aérien dans plusieurs pays et de l'annulation conséquente des vols réguliers, on estime à plus de 52% l'annulation du nombre de vols commerciaux et la réduction du nombre de passa-

gers transportés à plus de 66%. Au-delà, d'autres industries (liées à celle de l'aéronautique), telles que le marché de l'assurance aviation, ont été également confrontées à de nouveaux scénarios difficiles affectant ainsi leurs activités.

Dans le cas de l'assurance aviation, plusieurs changements dans les conditions contractuelles de cette activité quotidienne ont modifié la structure des polices d'assurance aviation, tel que l'inclusion des clauses ayant trait à l'exclusion des maladies transmissibles notamment LMA 5391, 5393 & 5395, aussi il y a aussi lieu de noter des changements dans les usages des aéronefs assurés. La plupart des vols commerciaux et privés ayant été annulés, tandis que les vols cargo continuent à voler, certaines compagnies aériennes ont adapté leurs avions commerciaux afin d'opérer des vols cargo, ce faisant, compensant une partie des pertes induites par les mesures prises contre la propagation de la pandémie.

Bien entendu, toute modification des usages et des opérations devra être clairement communiquée aux assureurs pour éviter d'éventuels cas d'exclusion de la couverture, même si, une analyse détaillée de chaque police est essentielle pour fournir aux clients des informations claires et des conseils utiles.

Etant donné que la plupart des vols commerciaux et privés ont été annulés, la plupart des avions assurés sont restés cloués au sol.

Outre l'augmentation des coûts liés au stationnement et à la maintenance des avions au sol, le profil de risque des compagnies aériennes a clairement changé pendant la pandémie, les risques au sol en pris le dessus par rapport à ceux liés aux avions en vol, le changement de statut des avions a entraîné une diminution des risques liés aux vols mais surtout une érosion conséquente des primes des réassurance, le courtier AON estime le manque à gagner pour 2020 à plus de 20% par rapport à l'année précédente, ce équivaut à plus d'un demi-milliard de dollar

De plus, les assureurs aériens doivent désormais considérer le risque de contagion durant les vols, notamment dans le cas du non respect par la compagnie aérienne des mesures sanitaires nécessaires pour éviter un tel scénario.

Par ailleurs, la prise en compte des répercussions de la pandémie sur l'industrie aéronautique permettra aux assureurs aviation de créer des polices avec une formulation claire et appropriée. Comme l'a déclaré John Rooley, CEO Global Aerospace at Willis Towers Watson, « l'utilisation d'outils d'analyse des risques pour quantifier les expositions et soutenir la prise de décision des clients » sera essentielle

pour assurer une analyse correcte du risque assuré dans ces circonstances.

Enfin, des conseils juridiques opportuns et corrects, donnés par des avocats qualifiés et tenant compte des réglementations locales et des circonstances particulières de chaque cas, aideront les assurés, les assureurs et les réassureurs à mieux gérer le renouvellement de la police et les réclamations résultant des pertes survenues pendant la pandémie.

L'ampleur du choc a mis sous pression les cousins de liquidité des compagnies aériennes, même si une part importante de leurs coûts est variable (environ 50 % selon l'IATA « The International Air Transport Association », notamment le carburant représentant 25 % des coûts totaux) et la baisse récente des prix du pétrole ont fait baisser les coûts d'exploitation des compagnies aériennes.

Les compagnies aériennes sont de grandes entreprises complexes, opérant à l'échelle mondiale et régionale, dépendantes de la main-d'œuvre et de la technologie. Elles doivent gérer à la fois des coûts fixes et variables élevés tels que la location d'avions, le carburant, la main-d'œuvre et l'assurance. Comprendre la logistique et la complexité associées à l'exploitation des vols et des chaînes d'approvisionnement impliquées dans l'exécution de ces services, donne une bonne idée de la façon dont COVID a menacé l'industrie.

Dans certains pays, les gouvernements ont protégé leurs propres industries du transport aérien par le biais de prêts importants ou d'autres formes de financement, telles que le congé des employés. Cela a créé une disparité majeure dans l'industrie, certains gouvernements ayant choisi d'aider leurs transporteurs locaux tandis que d'autres ont dû

recourir à la cession d'actifs, à des facilités de prêt commercial ou même à la protection contre les faillites.

Les perturbations causées par la pandémie ont conduit de nombreuses compagnies aériennes à payer pour des expositions/vols jusqu'à l'expiration de la police en vigueur, en attendant les ajustements à opérer en fin de contrat avec leurs assureurs.

Pour soutenir leurs clients opérant dans ce secteur, certaines compagnies d'assurance ont tiré parti de leur expertise en profilage de risque, d'analyse, de placement et de marché pour différencier les profils de risque de leurs clients, démontrer les expositions historiques radicalement modifiées et le ralentissement futur des ventes et négocier une base de primes reflétant les profils de risque actuels et les besoins immédiats des clients, qui comprenaient également un crédit COVID substantiel.

Il a été noté que le niveau de tarification reflète désormais avec précision les expositions actuelles des clients et non celles qui étaient standard sur le marché.

Analysant la situation actuelle du secteur de l'aviation en termes de hausse du trafic, il a été souligné que la reprise a varié selon les régions, la plupart des compagnies aériennes étant confrontées à des défis spécifiques aux pays dans lesquels elles sont basées ou à la région dans laquelle elles opèrent à l'exemple, des États-Unis et de la Chine, qui ont tous deux de vastes marchés intérieurs, se sont initialement rétablis beaucoup plus rapidement que l'Amérique du Sud et l'Asie en général - où la demande a du mal à atteindre les niveaux d'avant 2019.

Cependant, même pour les compagnies aériennes sur des marchés qui se sont redressés plus rapidement, le trafic aérien reste volatil, en particulier avec l'émergence de nouvelles souches telles que la variante COVID-19 Delta. La seule réussite constante tout au long de la pandémie a été dans le secteur du fret. Ce secteur est resté actif et certaines compagnies aériennes de passagers ont étendu leurs activités dans ce domaine en tant que source de revenus supplémentaires.

Le succès du marché du fret peut être observé à travers plusieurs statistiques, selon l'association du transport aérien international « IATA », les tonnes-kilomètres (CTK) de fret ont augmenté de 24,9% par rapport aux trois mois clos en juillet 2019. La forte tendance à la hausse des volumes de fret aérien s'est poursuivie au cours des trois mois jusqu'en juillet 2021, cependant, la dynamique de croissance s'est ralentie par rapport au début de 2021.

Le cycle de réapprovisionnement des stocks amorcé en début d'année est toujours en cours et permet au fret aérien de surperformer le commerce mondial de marchandises. Cela devrait continuer pendant un certain temps. Alors que la plupart des régions et des voies commerciales ont connu une forte reprise après la crise, les compagnies aériennes d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine ont perdu des parts de marché, principalement au profit des compagnies aériennes nord-américaines.

Il a été souligné que de nombreux moteurs de la demande de fret aérien ont connu une reprise en forme de « V » après le premier coup de la pandémie. Alors que les indicateurs, tels que les nouvelles commandes à l'exportation et la confiance, se sont

stabilisés récemment, les conditions restent favorables, le commerce continue de croître et les stocks restent trop faibles par rapport aux ventes, incitant les entreprises à se tourner vers l'air.

Les prix du fret aérien, bien que supérieurs à ceux du transport maritime, sont devenus relativement plus abordables, offrant des incitations supplémentaires.

Quant à savoir si les défis rencontrés pendant COVID s'atténuent, il faut noter qu'il a été difficile pour les assureurs de réagir à un changement aussi important dans l'exposition. Assurer des compagnies aériennes requiert des ressources financières importantes, et beaucoup choisissent, ou doivent, acheter une protection en réassurance pour rendre la transaction viable.

Au début de la pandémie, cela a déformé de manière inattendue les expositions à un niveau très important. Les assureurs ont dû restituer des primes importantes lorsque les expositions estimées sur lesquelles la prime avait été facturée ne se sont pas matérialisées. Cela a réduit le revenu du marché et le montant disponible pour payer les pertes. Cependant, la fréquence des sinistres a également baissé en raison de la forte réduction de l'activité, qui a en quelque sorte compensé la baisse des primes.

Lors des renouvellements tout au long de 2020 et jusqu'en 2021, les assureurs imposent des augmentations de taux importantes pour compenser les baisses d'exposition qui ont eu pour conséquences la baisse des primes. Ils ont également imposé des primes minimales acquises (P.M.D) comme moyen de créer une certitude de

prime alignée sur ce que les assureurs pensent devoir atteindre pour qu'une police individuelle soit rentable.

Le risque d'une telle action est que, dans certains cas, au fur et à mesure que la récupération se produit, les tarifs accrus produisent un niveau de prime gonflé de manière disproportionnée qui pèse sur la compagnie aérienne alors qu'elle essaie de récupérer.

Même constat pour les prestataires de services où l'activité et la responsabilité associées aux ventes historiques sont en baisse en raison du manque d'activité et de la demande de passagers - sans parler d'une réduction spectaculaire des ventes futures. Ce désalignement doit être corrigé.

En ce qui concerne les minimums appliqués, ils ont généralement été fixés à un niveau élevé et les assureurs doivent adopter une approche plus pragmatique, en particulier lorsque les expositions ne se sont pas rétablies, car ces minimums peuvent nuire davantage à un client en difficulté.

Dans l'ensemble, une nouvelle méthodologie de notation qui reflète plus précisément la véritable empreinte d'exposition d'un client est nécessaire. Plusieurs assureurs ont compris le besoin d'innover et de travailler en collaboration avec leurs clients et courtiers pour produire des solutions sur mesure et construire des modèles à l'échelle du marché.

Département communication CCR



Les Risques Spéciaux

L'assurance contre les risques politiques offre une protection financière aux investisseurs, aux institutions financières et aux entreprises qui risquent de perdre de l'argent en raison d'événements politiques. Elle protège contre la possibilité qu'un gouvernement prenne des mesures qui causent à l'assuré une perte financière importante.

L'assurance contre les risques spéciaux peut couvrir de nombreux risques, telles que l'expropriation, les actes de troubles civils ou d'insurrection, l'incapacité de convertir la monnaie locale et de la rapatrier, les actes de terrorisme et de sabotage..

En Algérie, ce type de produits d'assurance est commercialisé auprès des entreprises publiques et privées. Depuis 2018 et avec la collaboration des compagnies d'assurance du marché Algérien, la CCR a mis en place un Pool Risques Spéciaux dans le but d'améliorer l'offre d'assurance sur ce type de risques et de mieux répondre à la demande des clients.

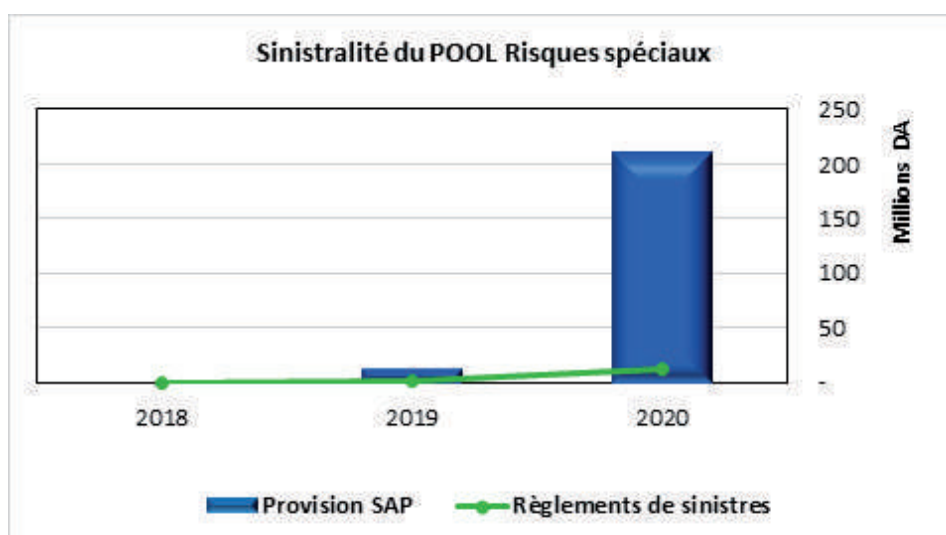
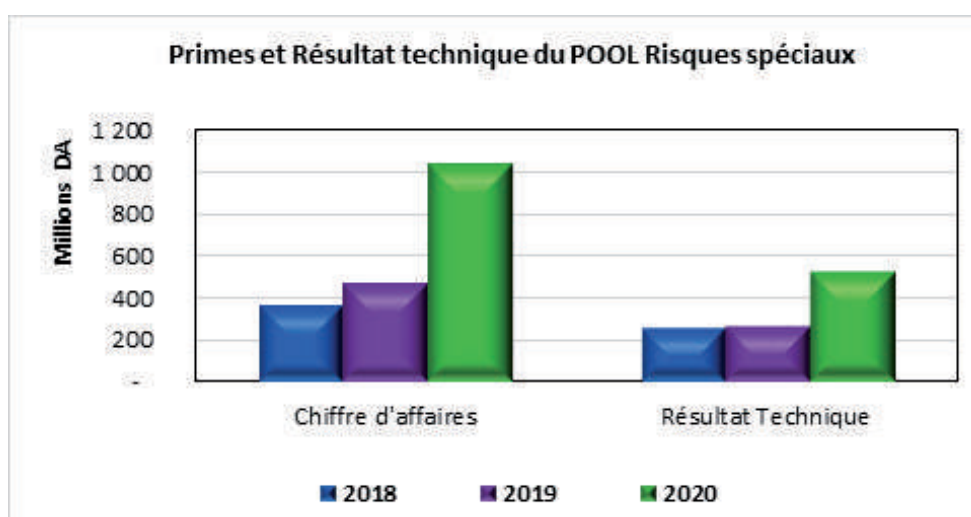
Une capacité de 03 milliard DA a été mise à la disposition du marché pour soutenir l'offre sur ce type d'assurance, cette capacité est augmentée à 4 milliard DA à compter du 1er janvier 2022.

En termes de chiffre d'affaires réalisé, ce dernier est passé de 353 millions DA en 2018 à 1,034 milliard en 2020, ce qui dénote de l'intérêt affiché par les acteurs du marché ainsi que les clients pour la couverture de ces risques.

Activité du POOL Risques spéciaux 2018-2020

Monnaie DA

	2018	2019	2020
Chiffre d'affaires	352 914 293	460 882 520	1 033 831 619
Résultat Technique	251 757 724	260 480 694	519 951 911
Règlements des sinistres	-	1 268 945	12 559 985
Provision SAP	-	12 559 985	210 000 000





الشركة المركزية لإعادة التأمين
COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL DE 25 MILLIARDS DE DA



Ilot 135, N°2, Cité Administrative Plateau. Ouled Fayet. Alger 16035
Tel : + 213 (0) 23 31 40 75 - Fax : + 213 (0) 23 31 40 81
E-mail : contact@ccr.dz - Website : www.ccr.dz